

## Une expulsion pour fêter l'Aïd

Le 5 étoiles était un lieu occupé depuis novembre 2017 par des personnes exilées, majeures et mineures ainsi que des personnes sans abri. Depuis plusieurs mois, une procédure est en cours pour exiger qu'il n'y ait pas d'expulsion sans réelle solution d'hébergement. Alors que la décision du tribunal devait être rendue ce jeudi 6 juin, le préfet, sous l'éternel prétexte de « mise à l'abri », en a ordonné l'expulsion deux jours avant.

Mardi 4 juin, dès 5h45, une quarantaine de fourgons de CRS débarquent. Le quartier est totalement bouclé par des flics agressifs, armés et casqués. Une dizaine de bus aux vitres teintées attendent dans la rue. A 6h du mat' l'ordre est donné d'attaquer. La charge est violente.

Une partie des soutiens se poste devant l'entrée, mais sont très rapidement dégagés sans ménagement.

A l'intérieur, les habitant.es et des soutiens s'organisent pour retarder l'expulsion en bloquant la grille avec les moyens du bord. Les flics gazent à tout va, scient les cadenas et forcent l'entrée. Ils en profitent pour nasser les personnes regroupées à l'intérieur et commencent le tri. D'abord les personnes venues en soutien sont injuriées, traînées, molestées, puis extirpées du lieu. Elles sont contrôlées, prises en photos et certain.es sont emmené.es pour une garde à vue. Ce mardi après-midi, 16 personnes sont toujours au commissariat.

Après avoir désolidarisés les soutiens des habitant.es, ces derniers décident de se lever pour partir. Les flics les repoussent violemment. La police use alors de son traditionnel discours bidon et infantilisant : « allez, asseyez vous, on va faire une belle file d'attente et on va vous donner un logement, vous sortir de la merde ». Le triage des exilé.es commence : suivant une pratique bien huilée les personnes sont réparties dans les bus selon leur situation administrative et embarquées de force sans savoir où elles seront amenées. Comme d'habitude, la préfecture poursuit sa logique d'invisibilisation et d'enfermement. L'expulsion avait été anticipée par le préfet en faisant de la place dans les deux CRA \*de la région. Une grande partie des ancien.nes habitant.es du 5 étoiles se retrouve aujourd'hui emprisonnée.

La préfecture, en imposant un hébergement provisoire (entre 4 jours et 1 mois de « prise en charge »), brise leur vie, leurs envies, leurs liens avec le collectif, les associations, les écoles, les voisins et les ami.es...

Jusqu'au bout le mépris sera total : personne n'est autorisé à récupérer ses affaires personnelles avant de partir.

Aux dernières nouvelles, les personnes sont réparties sur les différents sites suivants :

CAES\* Croisilles, Nedonchel, CRA Coquelles, CRA Lesquin, CAO\* Amiens, CAO Beauvais, Foyer pour mineurs à Armentières.

Face à l'augmentation de la répression vis à vis des personnes exilé.es comme des personnes qui se mobilisent,

**PASSONS les Frontières**

**OCCUPONS les espaces vie-des**

**RÊVONS**

**PARTOUT CHEZ NOUS**

\*CAES : Centre d'accueil et d'examen des situations

\*CRA : Centre de rétention administrative

\*CAO : Centre d'accueil et d'orientation